



Fonction Publique : le 22 mai, tous en grève !

Sur le statut, l'emploi, les conditions de travail, le pouvoir d'achat, le dialogue social, le paritarisme, les missions et la conception des services publics, le gouvernement s'accroche à des projets qui vont à l'encontre des intérêts des agents de la fonction publique comme de ceux des usagers :

- ☒ Supprimer 120000 emplois et étendre la précarité par un recours accru au contrat à la place d'un recrutement statutaire, c'est décider de dégrader de manière insupportable à la fois les conditions de travail des agents et la qualité du service rendu aux usagers.
- ☒ Individualiser les rémunérations, au nom d'un prétendu « mérite », c'est choisir de pousser les agents à privilégier la rentabilité au détriment, là encore, du service rendu.
- ☒ Fusionner les instances de représentation des personnels, CT et CHSCT, et transformer les CAP en simples instances d'appel, c'est, à la fois, décider de réduire les garanties dont bénéficient les agents dans le déroulement

de leur carrière et d'empêcher leurs représentants de les défendre.

C'est aussi choisir de se priver de l'expérience des personnels dans la prévention des risques professionnels.

- ☒ Diminuer le pouvoir d'achat des agents par le gel du point d'indice sur de longues périodes, par la mise en place d'un jour de carence, par les hausses de cotisations, c'est décider de pénaliser les salariés de la fonction publique.

C'est aussi choisir de rendre la fonction publique de moins en moins attractive et de pérenniser une crise de recrutement qui est ensuite utilisée cyniquement pour justifier les fermetures de postes non pourvus.

Pour une fonction publique au service de l'intérêt général, nous exigeons au contraire :

- ☑ le développement sur tout le territoire de services publics forts, modernes, dont les missions sont pleinement reconnues, et qui ont les moyens matériels et humains de les remplir
- ☑ le respect du statut des fonctionnaires, qui est un cadre collectif de garanties pour les agents et l'ensemble des usagers
- ☑ le maintien du code des pensions, partie intégrante du statut, qui garantit notre système de retraite
- ☑ l'arrêt immédiat des mesures de suppression d'emplois
- ☑ le renoncement aux projets de développement de la précarité et, au contraire, la création des postes statutaires nécessaires pour répondre aux besoins de la population

- ☑ l'augmentation des salaires et le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat par une augmentation significative de la valeur du point d'indice

- ☑ l'abrogation du jour de carence, véritable taxe sur les personnes malades

- ☑ l'abrogation de toutes les formes de salaire soit disant au mérite dont le RIFSEEP

- ☑ l'égalité salariale entre les hommes et les femmes

- ☑ la reconnaissance de la pénibilité par le maintien et l'extension de la catégorie active

- ☑ le respect des engagements en matière d'évolution de carrière et, d'une manière générale, l'amélioration des déroulements de carrière

Depuis des mois maintenant, de nombreux secteurs sont en lutte contre les politiques menées par le président Macron, qui visent à détruire le modèle social français et dont tout le monde reconnaît maintenant qu'elles ne profitent qu'à la fraction la plus riche de la population.

Ce gouvernement est sourd !

Le 22 mai, salariés du public comme du privé, privés d'emploi, étudiants, retraités, tous ensemble dans la rue, pour nous faire entendre !

MANIFESTATIONS UNITAIRES :

Pau, 10h30 Place de Verdun

Bayonne, 10h30 Place Ste Ursule

(Prévoir casseroles et autres ustensiles pour nous faire entendre !)